

Macron a la trouille de l'embrasement social... et il a bien raison !

« À Lyon-II, nous avons des étudiants qui ont faim » : la présidente de cette université, Nathalie Dompnier, faisait écho à ce jeune étudiant de 22 ans, Anas K., qui s'est immolé par le feu pour protester contre la situation précaire de nombreux étudiants, comme la sienne. Tout le monde a été bouleversé – les parents dont les enfants galèrent entre fac et petits boulots, les enseignants sidérés de constater que certains de leurs étudiants les écoutent avec le ventre creux. Et les étudiants, bien sûr : dans toutes les grandes villes universitaires, ils se sont rassemblés non seulement pour rendre hommage à leur camarade, mais pour crier leur colère.

La France championne des inégalités

Nous vivons dans un des pays les plus riches du monde, dont les entreprises sont championnes en distribution de dividendes aux actionnaires. Un pays où Macron-Philippe, comme leurs prédécesseurs, se font forts de rendre les riches ultra-riches en rendant les pauvres ultra-pauvres. Mais après un an de mobilisation des Gilets jaunes, les nuages s'amoncellent, les incitant à davantage de prudence.

La colère des hospitaliers

Jeudi dernier, la mobilisation du secteur hospitalier a été un succès, avec une énorme manifestation à Paris qui a réuni plus de 13 000 personnes. Il faut dire que le mouvement s'étend, l'ensemble des services hospitaliers ayant pris le relais des services d'urgence dont les premières grèves avaient commencé en mars dernier ! Face à l'amplification de la colère, Macron a promis l'annonce mercredi d'un « plan d'urgence » pour les hôpitaux. Il est surtout question d'une astuce comptable en déplaçant les 30 milliards de la dette des hôpitaux pour la reporter sur le budget de l'État. Reste à voir en prenant à qui, sans qu'on sache si les économies criminelles sur la santé ne vont pas perdurer ! Et si les revendications des personnels sur les conditions de travail et les salaires seront satisfaites.

Macron-Philippe sur la pointe des pieds

Ces dernières temps, Macron-Philippe tentent de déminer. Ils suggèrent des reculs, tout en se laissant la possibilité de remettre leurs projets sur le tapis.

La réforme sur la retraite ? Macron se dit prêt à ce qu'elle ne concerne que les « nouveaux entrants » dans l'emploi... Mais ce qui serait injuste pour nous le serait tout autant pour les jeunes !

Le projet de loi permettant aux enseignes alimentaires de faire travailler jusqu'à minuit en payant en heures normales ? Pas tout de suite... mais peut-être après des négociations avec les syndicats.

Nous organiser nous-mêmes

Tout le monde a en tête le 5 décembre, date à laquelle plusieurs confédérations syndicales appellent à une journée de grève dans tous les secteurs. Poussés par la colère de leur base, les syndicats des transports parisiens (RATP) et de la SNCF appellent même à la reconduction de cette grève les jours suivants.

Mais quels sont les objectifs des directions des confédérations ? Le retrait pur et simple du projet de Macron ou... l'ouverture de négociations dont on ne saurait pas d'avance où elles mèneraient ?

Ce ne serait pas la première fois que les directions syndicales accepteraient de sacrifier un mouvement de grève sur l'autel de négociations hasardeuses. Ce que confirme le secrétaire général de la CGT lui-même, Philippe Martinez : il a affirmé mercredi 13 novembre à Sud Radio que la grève du 5 décembre était encore évitable... Ce qui est une façon bizarre de mobiliser !

Ce sont les luttes, et leur contagion, qui ont fait reculer Macron, pas les palabres. Si nous baissons la garde, il reprendra une offensive à laquelle il n'a pas renoncé, comme le montre la réforme de l'assurance-chômage qui vient d'entrer en vigueur et fait de nombreuses victimes parmi les chômeurs.

Alors, ne lâchons rien, préparons-nous à ce 5 décembre et ses suites. Organisons-nous à la base, comme ont commencé à le faire les Gilets jaunes et les hospitaliers des urgences. Coordonnons toutes nos forces.

Macron a semé la haine dans tous les secteurs. Qu'il récolte cette tempête sociale qu'il craint tant

Avenant sans avenir

Les collègues de logistique et montage moteur ont finalement reçu l'avenant à leur contrat destiné à préparer leur transfert chez Segula. La boîte leur laisse jusqu'au 2 décembre pour signer un papier qui est censé ne rien changer ... puisqu'ils resteraient bosser à PSA avec salaire et ancienneté garantis pendant 1 an. Mais qui ferait confiance à ceux qui ne devaient pas fermer l'usine PSA d'Aulnay ?

Une fois le doigt dans l'engrenage on peut être sûr de se faire broyer. Non décidément il n'y a aucune raison de signer quoique ce soit.

Ma cantine va craquer

La semaine dernière les caisses du self sont tombées en rade, bilan : grosse pagaille pour déjeuner ! Avec l'augmentation des effectifs sur Carrières ces derniers mois, aux heures de pointe on peut à peine se servir sans rentrer dans quelqu'un. Alors au moindre aléas c'est le risque d'implosion. Avec des journées exécutées sur les chapeaux de roues la pause de midi devrait être un moment de repos bien mérité. Mais avec sa politique de compactage des sites la direction en a décidé autrement. Employés et machines sont poussés à plein régime et cela pourrait bien finir par péter à la face de la direction.

Totalement hypocrite

Un amendement soutenu par le gouvernement repoussant de 5 ans la fin des subventions aux biocarburants à base d'huile de palme (qui ravage la forêt indonésienne) et dont le vote avait été décalé en pleine nuit, a été voté sans débat, en 20 secondes. Total ne pouvait pas supporter un manque à gagner de 80 millions d'euros sur ses 4 milliards de bénéfices.

Mais la ficelle était trop grosse et le tollé a été général : le gouvernement a dû demander un second vote, qui a rejeté l'amendement.

Violences et justice de classe

3 100 condamnations, 10 000 gardes à vue, 1 000 peines de prisons fermes dont 400 avec incarcération immédiate, ce sont les chiffres provisoires de la répression du mouvement des Gilets Jaunes publiés par le journal *Le Monde*.

Samedi dernier encore à Place d'Italie, un manifestant immobile, les mains dans les poches s'est fait éborgné. La vidéo, révoltante tourne sur les réseaux.

Aucune des centaines d'accusations de flics pour blessures graves (mains arrachées et autres yeux crevés) n'a encore fait l'objet de mise en examen. Pour le moment, seuls deux policiers sont censés passer en jugement, mais... pour une gifle et un pavé !

À votre bon cœur !

La RATP propose à ses salariés « l'arrondi solidaire » : en acceptant de ramener leur salaire à l'euro inférieur, ils peuvent faire chaque mois un don à une association.

Mais, dans le même temps la PDG de la RATP a « arrondi » son salaire annuel aux 50 000 euros supérieurs (de 300 000 € il est passé à 350 000 €)...

Tou(te)s ensemble contre les violences faites aux femmes

Sylvia Walter est morte sous les coups de son conjoint, alors qu'une plainte avait été déposée en octobre. C'est le 131^e féminicide cette année. Sa fille avait pourtant prévenu les gendarmes qui ont mis plus de trente minutes à arriver. En France, 16 % des femmes subissent un viol ou une tentative de viol. Seulement 1 % des agresseurs sont condamnés.

Pour protester contre les violences faites aux femmes, et contre la police et la justice sexiste, une manifestation est organisée samedi 23 novembre.

Départ Place de l'Opéra à 14h.

Iran : colère contre la hausse des prix

Vendredi dernier, quelques heures après l'annonce gouvernementale d'une augmentation de 50 % du prix des carburants, les Iraniens sont descendus dans les rues d'une dizaine de villes. Un manifestant au moins a été tué ! Le lendemain, les cortèges ont été encore plus nombreux et Internet a été coupé dans la quasi-totalité du pays. Cette situation en rappelle bien d'autres : un peu partout dans le monde, les classes populaires se révoltent contre la vie chère.

Burn-out à l'hôpital : les enfants trinquent aussi

Quand Macron avoue avoir « sous-estimé » le malaise de l'hôpital public, il est loin du compte. 2 000 soignants de pédiatrie ont signé une tribune dénonçant une désertification les obligeant à fermer des centaines de lits. Ils parlent d'une « médecine de guerre » : quel enfant hospitaliser en priorité, quelle chirurgie pourtant indispensable différer, qui transférer dans un hôpital lointain ? À Necker et au Kremlin-Bicêtre, un quart des lits de réanimation pédiatrique est fermé. Un enfant a été renvoyé chez lui car il ne faisait plus « que » 10 crises d'épilepsie par jour et qu'un autre en faisant 20 attendait !

Il y a peu de chances que le docteur Buzyn (car la ministre est médecin !) annonce ce mercredi des remèdes adaptés à l'état du malade. Les vrais remèdes, ce sont les revendications des personnels des hôpitaux qui manifestaient jeudi dernier : au moins 300 euros mensuels d'augmentation pour tous, des moyens à la hauteur des besoins et des embauches massives.